

Concerner

deux AP
après

Enquêtes

pour un
même site

(un groupement
de deux
sites)

AP Modif

du
13/7/2012

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/7991
JC

+ N°ic 20032948

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- ER → VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le code du travail et notamment le livre II ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- ER → VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porc soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- ER → VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 1981 autorisant Mme Viviane LE ROUX et M. Sylvain LE ROUX à exploiter un élevage avicole de 32 000 dindes (15 000 dindes supplémentaires aux 17 000 dindes déjà autorisées) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 mai 2000 autorisant l'EARL de Lansalaun à PAULE au lieu-dit « Lansalaun » à exploiter un élevage de 33 000 poulettes démarrées (soit 33 000 animaux équivalents) à moins de 100 m des tiers les plus proches ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 16 août 2010 par l'installation classée « EARL de Lansalaun », au

lieu-dit « Lansalaun » à PAULE relative à la restructuration interne dont la capacité maximale est de 72 600 animaux équivalents répartis en 72 600 poulettes démarrées ;
VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 juin 2012 ;
VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 juin 2012 ;
CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;
CONSIDERANT que le dossier présenté n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par l'arrêté du 25 juin 1981 ;
CONSIDERANT que les tiers ont donné leur accord et qu'il n'y a aucune construction nouvelle sur le site ;
CONSIDERANT la diminution globale du nombre d'animaux équivalents exploités ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

- A R R E T E -

Article 1 –

1.1.- Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté d'autorisation du 25 juin 1981 sont remplacées par les dispositions des articles 1 à 4 du présent arrêté.

– « L'EARL de LANSALUN sise à PAULE au lieu dit "LANSALAUN" est autorisé à exploiter à cette adresse (Section ZL, parcelle n°80 et Section ZL, parcelle n°75), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 72 600 animaux équivalents répartis en 72 600 poulettes démarrées en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 15 065 unités par an.

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies aux articles ci-après.

Article 2 : Prescriptions particulières :

2.1. - Aménagement des bâtiments:

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 4 400 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du (des) poulailler(s) seront collectées et traitées.

Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et

d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3. – Stockage et épandage des effluents bruts.

2.3.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétouilles).

2.3.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.3.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.3.4. – La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2.3.5. - Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

Article 3 - Prescriptions complémentaires concernant le transfert des effluents bruts en vue de leur normalisation

3.1.- Stockage du fumier avant reprise

Les fumiers destinés à être repris par une société prestataire de service, qui assure la reprise vers une installation classée 2780, ne pourront pas être stockés sur une parcelle de terre et devront être repris par la société précédemment citée directement à la vidange des poulaillers.

3.2. - Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise vers une installation classée 2780 pour 23 tonnes de fumier par an soit 1 000 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus, après normalisation, en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

Article 4: Meilleures techniques disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 6 –

L'arrêté d'autorisation du 30 mai 2000 est abrogé.

Article 7 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée aux archives de la mairie de PAULE pour y être consultée,
- affichée à la mairie de PAULE pendant une durée minimum d'un mois,
- affichée, en permanence et de façon visible, par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site de la préfecture.

Article 8 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX) :

dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants,

dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physique ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

Article 9 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le maire de PAULE et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 13 JUL. 2012

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Gérard DEROUIN



